

Compte-rendu de la 5^{ème} réunion du Groupe de Travail (GT) « Structure » du 27 juin 2017 (salle « bleue » du LAL).

Environ 15 participants. F. Cavalier préside la séance.

La réunion commence par une discussion sur l'approbation du compte-rendu (CR) de la précédente réunion. Il consiste en un document de 6 pages issu de la synthèse des notes de 4 participants. Il a été envoyé au GT Structure pour correction/complément le 23 juin, i.e. 4 jours avant cette réunion. Les participants à la réunion considèrent que le CR reflète bien les échanges qui ont eu lieu et l'approuvent. Il est maintenant disponible sur indico.

L'ordre du jour de la réunion d'aujourd'hui comprend 2 parties : 1/l'approfondissement de l'option unité unique pour nos 5 laboratoires, 2/une autre option : des laboratoires reconfigurés. Ce CR est la synthèse des notes de 2 participants à la réunion.

La réunion commence par une présentation d'A. Stocchi qui est disponible sur le site indico.

Approfondissement de l'option unité unique :

Il est avant tout précisé que le retour des groupes de travail (GT), prévu pour le 4 juillet, est nécessaire pour vraiment proposer une organisation fine. La discussion reste donc assez générale. On peut quand même dégager deux grandes organisations pour une unité unique : « à l'IPNO/CSNSM », basée sur des divisions/départements qui comprennent plusieurs groupes et services et « à la LAL » organisé en services basés sur des métiers. Une différence par exemple entre le département accélérateur (DEPACC) du LAL et la division accélérateur (DA) de l'IPNO est qu'il y a un bureau d'étude dédié au sein de la DA alors que c'est un service extérieur (le service mécanique SDTM) au DEPACC. Pareil pour le service électronique. Le DEPACC n'est pas aussi « autonome » que la DA. Il est mentionné qu'il y a des spécificités propres aux accélérateurs (cryogénie, CEM,...) qui justifient cette organisation à l'IPNO. Il est remarqué qu'on peut se permettre de répartir des mêmes métiers dans diverses divisions/départements quand on a assez de personnels. Si les effectifs chutent trop, il n'est pas clair que ce système puisse perdurer. Il est bien possible que les organisations des laboratoires doivent être revues indépendamment de la refondation.

Pour les chercheurs, le LAL est organisé en « projets » alors que l'IPNO est plutôt organisé en « groupes » thématiques, où les chercheurs d'un groupe sont sur plusieurs projets à la fois. On peut penser que c'est en général lié à la taille/durée/budget des expériences et collaborations qui sont assez différents entre physique des hautes énergies et physique de plus basse énergie (mais la physique nucléaire a aussi des « projets » de grande taille et longue durée : exemple d'AGATA). Il faut analyser les pour et les contre de chaque solution. Il n'y a pas forcément une organisation supérieure à l'autre. Souvent une organisation et son évolution reflètent l'histoire propre du labo.

La proposition qui est discutée pour une possible unité unique est une organisation en divisions/départements (par la suite, on parlera de « départements »). Voir les slides pour une proposition, plus que préliminaire, de structuration en 7 départements. De nombreuses questions se posent : est-ce qu'il faut avoir un département de théorie distinct de celui du reste de la recherche fondamentale ou plutôt un modèle « à l'IPNO » où la théorie est partie intégrante de la division de recherche (aux théoriciens de trancher essentiellement) ? Faut-il un département de physique nucléaire et un de physique des particules (pour prendre les deux cœurs durs historiques de l'IPNO et

du LAL) ou les avoir tous les deux, sous forme de groupes, dans un même département de recherche fondamental ? Quel est le critère pour être un département ? Taille, mode de fonctionnement, tutelle, volonté d'affichage, visibilité,... ? Avoir un département pour un domaine donné signifie en principe plus de visibilité. C'est probablement indispensable quand il y a besoin d'avoir un dialogue privilégié avec des tutelles particulières (par exemple, pour la bio-santé, les tutelles sont différentes/autres que juste celles de l'IN2P3 et UPSud). Il y a des spécificités en bio-santé où il est important que les groupes/équipes soient labellisés pour obtenir des financements. Quid quand il n'y a essentiellement qu'un interlocuteur (IN2P3) ?

Il est important d'établir des liens/de la porosité entre groupes et départements. Si les « groupes » sont la sous-structure des départements, les « équipes » seraient des entités trans-groupes et trans-départements (exemple de la matière noire qui peut se faire sur accélérateur ou en laboratoire souterrain et qui implique aussi des théoriciens). La structure en équipe permet peut-être de mieux faire les transitions dans une thématique, faire le lien entre l'actuel et la préparation du futur, faire émerger de nouveaux axes, basculer sur d'autres manip,... Comment faire cohabiter groupes et équipes ? Est-ce que les 2 ont un budget ? Qui attribue les ressources ? Quelles responsabilités pour qui ? Un chef de groupe et un chef d'équipe ? Des fois le projet prime sur la thématique, des fois l'inverse. Probablement garder la logique projet pour certains thèmes. Tout est ouvert et à construire, il n'y a pas de dogme, beaucoup de possibilités, des choix à faire.

Cette porosité/transversalité est particulièrement importante pour l'interdisciplinaire. L'IMNC n'est pas seulement « intéressée » par les moyens techniques d'un tel gros labo mais elle a aussi des échanges scientifiques à établir avec la radiochimie, ALTO,... (interactions radiochimie-vivant, production de radio-isotopes,...). Si on ne se restructure pas, il y a le risque que chaque labo fasse sa propre interdisciplinarité et devienne de plus en plus interdisciplinaire (cela est le cas dans plusieurs laboratoires en province).

Quid des services techniques ? Et des ITs spécialisés (radiochimie). Rattachés à des groupes ou des départements ? Est-ce que le département accélérateur aurait, comme à l'IPNO, « son » BE, « son » service électronique ? Quels services dans les départements ? Est-ce qu'on veut un énorme service informatique de 70 personnes ? Ou alors séparer DAQ, support, (danger de séparer le support d'autres fonctions car les fonctions support sont souvent sabrées de nos jours) ? Quid des plateformes ? A part pour plus de visibilité ou dans des départements ? Les sous-structures des départements restent complètement à définir. L'input des GTs est nécessaire pour aller plus loin. Comme pour les départements « recherche », veiller à la porosité/transversalité entre groupes et départements, ne pas cloisonner. On perdrait tout l'avantage d'être dans un grand labo en ce qui concerne la mobilité. S'il y a des électroniciens dans différents départements, il faut qu'il y ait des moyens qu'ils se parlent.

Il est mentionné un possible sentiment de décalage entre ce qui est présentement discuté dans le GT structure et ce qui est discuté dans les GTs métier. Le retour des GTs est très positif de façon générale : les collègues des différents labos apprennent à se connaître, s'informent de ce qu'il se fait et comment les choses fonctionnent dans les autres labos ; il est ressenti par la plupart le besoin de plus travailler ensemble, tisser/resserrer les liens et ne pas s'éparpiller à faire les mêmes choses dans divers labos. Ces discussions sont jugées largement positives et enrichissantes. Mais la projection sur une future structure, en particulier une unité unique, semble absente et décorrélée. La prochaine étape où les différents GTs vont se parler entre eux doit permettre de gommer ce possible décalage. Certains groupes ne voient pas forcément d'avantages à changer de structures et d'ajouter des couches hiérarchiques comme pour une unité unique : plus de responsables, moins de personnel sur la technique. On entend à l'opposé que s'il y a unité unique, il y aura moins de responsables (x labos,

autant des responsables). En tous cas, s'il est communément admis que la configuration actuelle n'est pas optimale et s'il y a des craintes vis-à-vis d'une unité unique, alors quelle solution ? Si l'unité unique peut faire peur, quoi d'autre alors pour améliorer l'existant ? Il faut être force de proposition, présenter quelque chose. Si certains souhaitent garder les structures existantes, il faut aussi penser aux nouveaux arrivants.

Dans le cas d'une unité unique, la mobilité géographique de divers groupes/personnels inquiète. Il est répondu qu'elle n'est pas forcément nécessaire dans un premier temps et même pour certains services, pas souhaitable. Par exemple, l'administration, le support informatique,... pour lesquels une certaine proximité est importante. En particulier, il est admis qu'avoir deux ateliers a du sens, chacun avec ses spécificités, ses machines, etc... , il n'est pas question de regrouper les ateliers en un seul lieu. D'ailleurs 2.1 MEuros du plan CPER P2IO Vallée ont été obtenus avec ce schéma. Si mobilité il doit y avoir, elle doit se faire progressivement, au gré de départs et/ou de la formation de nouveaux groupes/services. Il y a de toutes façons déjà des mouvements réguliers de personnels/changement de bureau qui se font naturellement au sein de nos labos actuels.

La question du processus d'arbitrage/pouvoir de décision dans l'unité unique évoqué dans la précédente réunion revient : qui va décider, qui va faire la politique scientifique ? L'éloignement des instances de décision inquiète. La « dilution thématique » aussi. Il faut en effet inventer une structure qui réponde à ces préoccupations. La structuration interne et la gouvernance d'une telle unité doivent maintenant être précisées, en utilisant notamment tout le travail fait au sein des GTs.

Des unités reconfigurées

Si l'unité unique semble la plus structurante, il est aussi proposé d'étudier le cas de labos reconfigurés. Il est rappelé des « figures imposées » telles que mentionnées récemment par l'IN2P3 lors de la récente AG du LAL/IMNC : la physique nucléaire dans un seul labo, les accélérateurs dans un seul labo, un pôle physique-santé, rationaliser les moyens techniques/support qui ne vont pas aller en augmentant,... Il y a été dit que les labos ne seront en tous cas pas reconduits dans l'état.

Une condition pour être une UMR est d'être autonome (elle doit avoir son administration, ses services techniques, etc...). Une UMR est indépendante, elle est évaluée. L'IRFU peut être considéré comme une UMR mais pas ses services (SPhN, SPP, ...) : sans la surcouche IRFU, ces derniers ne fonctionnent pas.

Il y a 2 importantes thématiques historiques au sein de nos labos : la physique nucléaire et la physique des particules. Faire 2 labos « thématiques » (phy.nu. et phy.part) + un labo interdisciplinaire + une UMS (ou UMR) accélérateurs ? Il peut y avoir un avantage pour la visibilité de certaines thématiques. Mais où vont les autres domaines : astroparticules, cosmologie, théorie, hadronique,... ? Aussi, on perd beaucoup dans la transversalité/communication entre disciplines qui est un des moteurs de nos réflexions actuelles. On perd aussi la richesse de pouvoir changer de thématique ou être sur plusieurs thématiques à la fois (qui seraient dans des labos différents). Quid des services techniques, comment les répartir entre les différents labos ? Ils resteraient dédoublés pour certains. Quid des plateformes : ALTO toujours dans l'IPN (reconfiguré) ou avec l'UMS/UMR accélérateurs ? Il semble que la création d'une UMR/S accélérateurs ne semble pas souhaitée par la majeure partie des participants. On pourrait aussi penser, en plus, à un labo de théorie (IN2P3/INP) qui probablement ne serait pas accepté par les tutelles. Il y aurait de toutes façons nécessité de déplacer des personnels. Encore plus angoissant qu'une unité unique ? Il est conclu que cette solution ne semble pas du tout attractive.

Conclusion

L'option d'une unité unique est une possibilité pour répondre à la volonté d'optimiser nos liens et objectifs scientifiques, tirer le maximum de nos moyens techniques et satisfaire les « conditions aux limites ». Cette option doit être approfondie : sa structure interne, sa gouvernance, etc... doivent maintenant être définis et précisés. Il est cité par certains l'exemple de l'IPHC à l'IN2P3, né de la volonté de l'Université et non pas des labos eux-mêmes, guidée uniquement par une politique de site et pas forcément scientifique, où les projets et groupes ne sont pas très liés et cohérents, qui montre que l'unité unique n'est pas une panacée.

L'option de labos reconfigurés juste discutée recueille très peu d'adhésion, c'est peut-être même la pire des solutions.

D'après la précédente réunion, aucune des fédérations présentées ne sont satisfaisantes non plus. Cependant, il est dit que toutes les fédérations n'ont pas été explorées.

Y-a-t'il une nouvelle sorte de fédération à inventer adaptée à notre cas particulier ? Pour la plupart des présents, il ne s'agirait pas d'une fédération « statu-quo » qui ne mettrait qu'une couche artificielle sur les labos existants et qui ne résoudrait rien mais une « fédération structurante », qui n'existe peut-être pas ailleurs, spécifique pour nous, possible étape intermédiaire vers une future unité unique asymptotique. Il est mentionné qu'une telle fédération structurante (conseil scientifique unique, harmonisation des campagnes pour les ressources, possibilité d'établir des contrats au nom de la fédération, mobilité importante des ITs et des chercheurs entre unités,...) pourrait ne rien être d'autre qu'une unité unique. Elle aurait la vertu de se donner du temps, de constituer une phase transitoire et de mettre des premiers choses sur pied. La notion de « phase transitoire » vers une unité unique est débattue : les modes de fonctionnement d'une fédération, dont l'essence est que les labos gardent leur autonomie et indépendance scientifique, ne sont pas quand même ceux d'une UMR et on peut être sceptique si cette phase préparera bien une unité unique. Servirait-elle en fait de prétexte à ne plus évoluer par la suite ? Si le but est de se donner du temps, ne vaut-il pas mieux demander ce temps supplémentaire aux tutelles et le consacrer uniquement à bâtir la meilleure unité unique possible plutôt que le consacrer à inventer cette fédération transitoire qui aurait pour but ultime une unité unique ? De toutes façons, il y aura probablement une consultation des personnels in fine sur une telle proposition d'unité unique. Aussi, une telle fédération pourrait même être plus anxiogène que celle d'une unité unique du point de vue des personnels à cause du positionnement des services techniques, de l'administration, de certaines fonctions support qui seraient nécessairement mutualisés. Quid des embauches au nom de la fédération ? Il semblerait en tous cas nécessaire de dédier une session détaillée sur cette option de « fédération structurante », afin qu'on soit sur le sujet au même niveau de discussion que pour l'unité unique.

De façon générale, le travail du GT structure est long et délicat. Les conclusions des CRs tachent de retranscrire des tendances générales, mais qui ne font pas tout le temps totalement consensus. Les discussions doivent continuer et notamment se poursuivre en se nourrissant maintenant du retour de tous les autres GTs. Il est conclu que Fabien Cavalier ferait une proposition de résumé global pour l'AG à partir des différents CRs de ce GT.